

tenue sous la présidence de Monsieur SANTONI, assisté(e)
de Madame DOUMERGUE et Madame PASTOR, Conseillères
En présence de Madame DELON, Rapporteure publique
Madame FLAESCH, Greffière

09 heures 00

01)	DOSSIER N° 2404588	RAPPORTEURE: Madame Camille DOUMERGUE
Titre de l'affaire	Annulation de la décision implicite de rejet sur sa demande adressée le 3 avril 2024 tendant à la mettre en demeure de prendre en compte les propositions d'aménagement de poste de travail émises par le médecin du travail en vue de l'affecter sur un autre emploi, ensemble la décision de rejet de son recours gracieux et condamner la région occitanie à lui verser la somme de 10 000 euros en réparation du préjudice subi	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame C	Maître RAYNAL Jérémy (Cour)
Défendeur	RÉGION OCCITANIE	BARDON & DE FAY AVOCATS ASSOCIES
02)	DOSSIER N° 2401962	RAPPORTEURE: Madame Isabelle PASTOR
Titre de l'affaire	Annulation de la décision de licenciement sans préavis ni indemnité ensemble le rejet de son recours gracieux	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame Y	SELARL ENARD-BAZIRE COLLIOU
Défendeur	COMMUNE DE MONTPELLIER	AARPI CARBONE AVOCATS
03)	DOSSIER N° 2401547	RAPPORTEURE: Madame Isabelle PASTOR
Titre de l'affaire	ANNULATION de l'arrêté en date du 29 février 2024 en tant qu'il retire à la commune un poste à l'école primaire	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	COMMUNE DE BAGES	Maître FAURE-TRONCHE Véronique (Cour)
Défendeur	RECTORAT DE L'ACADEMIE DE MONTPELLIER	

09 heures 00

04)	DOSSIER N° 2401703	RAPPORTEURE: Madame Isabelle PASTOR
Titre de l'affaire demande de réparation des préjudices consécutifs au calcul de sa rémunération lors de son congé spécial		
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur G	Maître LEAL-BERNARD Stéphanie (Cour)
Défendeur	CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE	SELARL HORTUS AVOCATS (Cour)
05)	DOSSIER N° 2507606	RAPPORTEURE: Madame Isabelle PASTOR
Titre de l'affaire Annulation de la décision implicite de refus d'application de l'arrêté d'avancement d'échelon et demande de réparation du préjudice financier en découlant		
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur G	Maître LEAL-BERNARD Stéphanie (Cour)
Défendeur	CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE	SELARL HORTUS AVOCATS
06)	DOSSIER N° 2602940	RAPPORTEURE: Madame Isabelle PASTOR
Titre de l'affaire ANNULATION de l'arrêté du 30 mars 2026 de mise à la retraite d'office pour limite d'âge à compter du 13 octobre 2024 et de l'arrêté du 30 mars 2026 portant fin du congé spécial et de radiation des cadres pour limite d'âge		
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur G	Maître LEAL-BERNARD Stéphanie (Cour)
Défendeur	CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE	SELARL HORTUS AVOCATS

09 heures 00

07)	DOSSIER N° 2405364	RAPPORTEURE: Madame Camille DOUMERGUE
Titre de l'affaire Annulation de la décision du 5 juillet 2024 de rejet de leur recours gracieux contre le refus d'autorisation d'instruction en famille de leur fille Emma pour l'année 2024-2025		
Demandeur	Nom des parties	Représentants des parties
	Madame M	CABINET ACCORE AVOCATS
Défendeur	Monsieur S	CABINET ACCORE AVOCATS
	RECTORAT DE L'ACADEMIE DE MONTPELLIER	
08)	DOSSIER N° 2405366	RAPPORTEURE: Madame Camille DOUMERGUE
Titre de l'affaire Annulation de la décision du 5 juillet 2024 de rejet de leur recours gracieux contre le refus d'autorisation d'instruction en famille de leur fils Nathan pour l'année 2024-2025		
Demandeur	Nom des parties	Représentants des parties
	Madame M	CABINET ACCORE AVOCATS
Défendeur	Monsieur S	CABINET ACCORE AVOCATS
	RECTORAT DE L'ACADEMIE DE MONTPELLIER	
09)	DOSSIER N° 2402885	RAPPORTEURE: Madame Camille DOUMERGUE
Titre de l'affaire Annulation de l'arrêté du 30 novembre 2023 la classant dans le groupe C2 pour le calcul de son RIFSEEP		
Demandeur	Nom des parties	Représentants des parties
	Madame L	Maître PASSET Solène (Cour)
Défendeur	DEPARTEMENT DE L'HERAULT	Président

09 heures 00

10)	DOSSIER N° 2401504	RAPPORTEURE: Madame Isabelle PASTOR
Titre de l'affaire	Demande de réparation de l'ensemble de ses préjudices suite au décès de M. H décédé des suites de la COVID 19 contractée sur son lieu de travail pour un montant de 37 500 euros	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Madame L	Maître BETROM Gaëlle (Cour)
Défendeur	LE GARDE DES SCEAUX, MINISTERE DE LA JUSTICE	
11)	DOSSIER N° 2402292	RAPPORTEURE: Madame Isabelle PASTOR
Titre de l'affaire	Annulation de la décision en date du 15 décembre 2023 en tant qu'elle rejette sa candidature pour le détachement dans l'emploi fonctionnel de responsable d'unité locale de police au titre de l'année 2024 ensemble le rejet de son recours gracieux	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur M	Maître GIMENEZ Matthias (Cour)
Défendeur	MINISTERE DE L'INTERIEUR	
12)	DOSSIER N° 2401365	RAPPORTEURE: Madame Isabelle PASTOR
Titre de l'affaire	Demande de versement de salaires et de certificats de travail dûs ainsi que la mise à jour de son compte formation et indemnité compensatrice des congés payés	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur D	Monsieur D
Défendeur	RECTORAT DE L'ACADEMIE DE MONTPELLIER	

09 heures 00

13)	DOSSIER N° 2401644	RAPPORTEURE: Madame Camille DOUMERGUE
Titre de l'affaire	Contestation de la décision du 30 novembre 2023 procédant à des ajustements des du RIFSEEP en tant qu'il ne reconnaît pas sa double technicité et entraîne une baisse de sa prime et demande de création d'un groupe spécifique	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame C	Madame C
Défendeur	DEPARTEMENT DE L'HERAULT	Président
14)	DOSSIER N° 2402552	RAPPORTEURE: Madame Camille DOUMERGUE
Titre de l'affaire	Annulation de la décision du 22 avril 2024 en tant qu'elle le classe dans le groupe de fonction "chef de service" ce qui conduit à la baisse de son IFSE	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur F	Monsieur F
Défendeur	DEPARTEMENT DE L'HERAULT	Président
15)	DOSSIER N° 2404021	RAPPORTEURE: Madame Camille DOUMERGUE
Titre de l'affaire	Annulation de la décision du 7 mars 2024 de retrait de son habilitation à exercer en PREJ et dédommagement du préjudice pour un montant de 5 000 euros	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur R	Monsieur R
Défendeur	LE GARDE DES SCEAUX, MINISTERE DE LA JUSTICE	

Arrêté le 03/08/2026
Le vice-président du tribunal